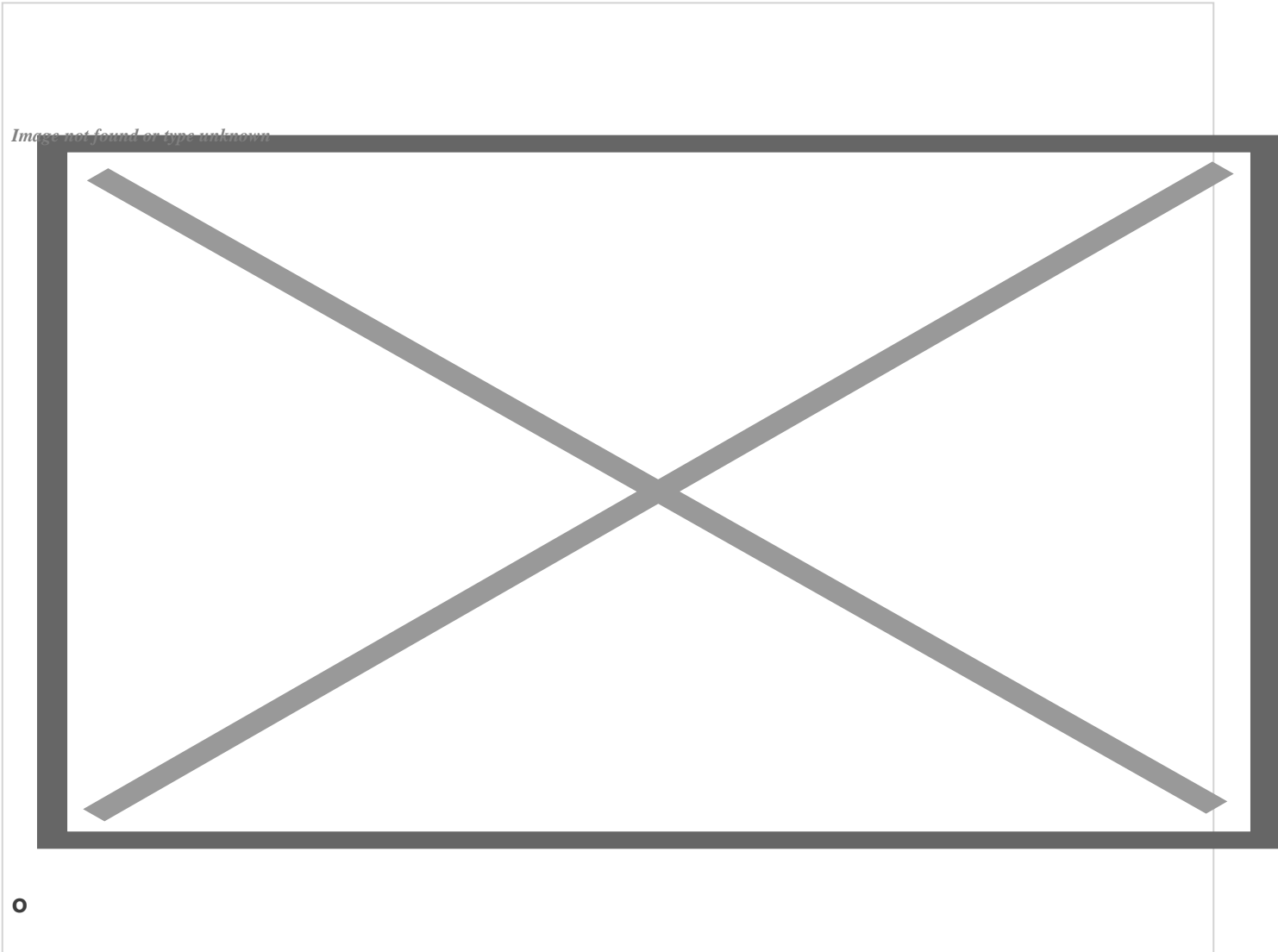


Le Venezuela et l'ONU travaillent au déminage de la zone frontalière avec la Colombie



Caracas, 16 avril (RHC) Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, a annoncé que des travaux étaient en cours avec l'Organisation des Nations Unies pour procéder au déminage de la zone frontalière d'Apure.

Sur son compte Twitter, le chef de la diplomatie vénézuélienne a annoncé 'nous sommes en coordination avec les instances de l'ONU avec une expertise dans des zones frontalières où des groupes armés irréguliers colombiens les ont posées pour attaquer le Venezuela'.

Le 9 avril dernier, de hauts responsables militaires vénézuéliens ont confirmé que les paramilitaires avaient posé ces engins explosifs pour faire régner la terreur et la violence parmi la population de La Victoria, dans l'État d'Apure.

Un rapport militaire indique que, lors de l'opération militaire Bouclier Bolivarien menée par les Forces armées nationales boliviennes (FANB) depuis le 21 mars dernier, l'utilisation illégale de mines antipersonnel a été constatée dans cette zone limitrophe du pays voisin, théâtre d'affrontements armés.

Au cours des opérations de ces derniers jours, 16 engins explosifs ont été désamorçés dans les zones avoisinantes, tandis que l'explosion d'autres engins a fait des victimes parmi les militaires vénézuéliens, selon des informations officielles.

Dès que l'utilisation de ces dispositifs a été détectée, les autorités vénézuéliennes l'ont dénoncé auprès de l'opinion publique, de l'ONU et des médias, et elles ont en outre assuré que les attaques faisaient partie de la stratégie des États-Unis et de leurs alliés, pour balkaniser, fragmenter et diviser la structure de l'État bolivarien.

L'exécutif vénézuélien a demandé à l'ONU de conseiller les FANB en matière de déminage afin de nettoyer la zone de conflit.

Le 27 mai 2013, le Venezuela a été déclaré territoire exempt de mines terrestres, conformément à l'obligation de déminage découlant de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, également connue sous le nom de Convention d'Ottawa, signée par 162 pays.

À ce moment-là, le pays a détruit 1.73 mines antipersonnel qui se trouvaient dans 13 champs de mines à la périphérie de six postes navals, selon les rapports.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/254182-le-venezuela-et-lonu-travaillent-au-deminage-de-la-zone-frontaliere-avec-la-colombie>



Radio Habana Cuba